



PALAIS DE LA PORTE DORÉE

N° DE MARCHÉ

2	0	2	5	-	2	2	3
---	---	---	---	---	---	---	---

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

(CCAP)

OBJET : RÉALISATION DE PRESTATIONS DE SERVICE D'IMPRESSION, DE FAÇONNAGE ET DE LIVRAISON D'OUTILS DE COMMUNICATION, DE PROMOTION ET VALORISATION POUR RÉPONDRE AUX BESOINS DE L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC DU PALAIS DE LA PORTE DORÉE

TITULAIRE :

Le présent CCAP est composé de vingt-et-une (21) pages.

ÉTABLISSEMENT PUBLIC DU PALAIS DE LA PORTE DORÉE

MUSÉE NATIONAL DE L'HISTOIRE DE L'IMMIGRATION

AQUARIUM TROPICAL

293, avenue Daumesnil • 75012 Paris • T + 33 1 53 59 58 60 • F+ 33 1 53 59 58 66 • palais-portedoree.fr

SIRET 130 002 728 00017 • APE 9103 Z

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ

ARTICLE 2 : RESPONSABLES TECHNIQUES DU SUIVI DES PRESTATIONS

ARTICLE 3 : DURÉE ET MODIFICATIONS DU MARCHÉ

ARTICLE 4 : EXCLUSIVITÉ – INFORMATIONS GÉNÉRALES – LIEUX D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

ARTICLE 5 : DESCRIPTION DES PRESTATIONS

ARTICLE 6 : FORME ET DÉTERMINATION DES PRIX

ARTICLE 7 : MODALITÉS DE PASSATION ET DE RÈGLEMENT DES COMMANDES

ARTICLE 8 : CONDITIONS ET MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

ARTICLE 9 : CONDITIONS ET MODALITÉS DE LIVRAISON

ARTICLE 10 : VÉRIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS OBJET DU MARCHÉ

ARTICLE 11 : DÉLAIS D'EXÉCUTION

ARTICLE 12 : RESPONSABILITÉ ET ASSURANCE

ARTICLE 13 : PÉNALITÉS

ARTICLE 14 : CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ

ARTICLE 15 : DROITS DE PROPRIÉTÉ MATÉRIELLE ET INTELLECTUELLE AFFÉRENTS AUX RÉSULTATS

ARTICLE 16 : SOUS-TRAITANCE

ARTICLE 17 : SITUATION FISCALE ET SOCIALE DU TITULAIRE

ARTICLE 18 : RÉSILIATION

ARTICLE 19 : EXÉCUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

ARTICLE 20 : CLAUSE DIVERSITÉ ET ÉGALITÉ

ARTICLE 21 : RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

ARTICLE 22 : DÉROGATION AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet de confier au titulaire la réalisation de prestations de service d'impression, de façonnage et de livraison d'outils de communication, de promotion et de valorisation pour répondre aux besoins de l'Établissement public du Palais de la Porte Dorée (ci-après désigné « l'Établissement »).

ARTICLE 2 : RESPONSABLES TECHNIQUES DU SUIVI DES PRESTATIONS

2.1 – Pour l'Établissement

Le responsable technique du suivi de l'exécution du présent marché est le Directeur de la communication, des publics et de la RSO, Monsieur Benjamin BÉCHAUX, représenté par Madame Sandy CHAMAILLARD, en sa qualité de chargée de conception graphique et de suivi de fabrication (sandy.chamaillard@palais-portedoree.fr).

2.2 – Pour le titulaire

2.2.1 – Désignation du responsable

Dès la notification du marché (et dans un délai maximum de huit (8) jours calendaires à compter de cette notification), le titulaire du présent marché s'engage à désigner et communiquer à l'Établissement les coordonnées (en particulier le nom, un numéro de téléphone et une adresse de courriel) d'une personne physique spécifiquement chargée du suivi de l'exécution des prestations relevant du présent marché. Cette personne sera également chargée de représenter le titulaire auprès de l'Établissement pendant toute la durée d'exécution du marché.

Ce responsable sera le seul interlocuteur de l'Établissement pour ce qui concerne l'exécution des prestations. Il devra rendre compte immédiatement au représentant de l'Établissement visé à l'article 2.1 ci-dessus, oralement et par écrit, de tout incident survenu durant l'exécution des prestations.

Ce responsable sera placé sous l'autorité administrative du représentant de l'Établissement visé au point 2.1 ci-dessus et sous l'autorité hiérarchique unique et exclusive du titulaire, en sa qualité d'employeur.

En outre, ce responsable assurera la coordination, la gestion et l'organisation des prestations objet du présent marché ainsi que le contrôle de la qualité de réalisation de celles-ci.

Enfin, il sera tenu de notifier sans délai à l'Établissement les modifications pouvant survenir au cours de l'exécution du marché et qui se rapporteront :

- Aux personnes ayant le pouvoir d'engager le titulaire,
- À la forme juridique sous laquelle le titulaire exerce son activité,
- À la raison sociale ou à la dénomination du titulaire,
- À son adresse ou à son siège social,
- À ses coordonnées bancaires qui seraient modifiées,
- Aux renseignements que le titulaire a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement,
- Aux éventuels décisions et jugements de placement de la société du titulaire en redressement ou liquidation judiciaire,
- Et, de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de sa société pouvant influencer sur le déroulement du marché.

2.2.2 – Remplacement

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG/FCS, en cas d'absence du responsable technique, le titulaire désignera dans un délai maximum de quarante-huit (48) heures, par écrit, une autre personne physique pour le remplacer, de qualification identique.

L'Établissement aura la possibilité de ne pas accepter le remplaçant proposé dans un délai maximum de quinze (15) jours après sa désignation. Dans ce cas, le titulaire s'engage à proposer un autre remplaçant, dans les mêmes conditions que celles visées ci-dessus.

L'absence de désignation d'un responsable technique par le titulaire dans les délais visés au présent article 2.2 sera susceptible de faire l'objet d'une pénalité financière à l'encontre du titulaire.

ARTICLE 3 : DURÉE ET MODIFICATIONS DU MARCHÉ

3.1 – Durée du marché

3.1.1. Le présent marché prend effet à compter de la date de sa notification au titulaire, pour une durée ferme initiale de trente-six (36) mois.

Le marché sera ensuite renouvelable une (1) fois, par tacite reconduction, pour une seule période annuelle, à moins que l'Établissement ne notifie au titulaire une décision expresse de non-reconduction du marché, adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai maximum de quatre (4) mois avant chaque date anniversaire de la notification du marché.

La durée maximale du marché est ainsi de quarante-huit (48) mois.

Le titulaire ne pourra pas s'opposer à la reconduction tacite acceptée par l'Établissement.

3.1.2. Un marché de prestations similaires pourra être passé par l'Établissement avec le titulaire sans nouvelle mise en concurrence dans les conditions fixées aux dispositions de l'article R. 2122-7 du code de la commande publique. En vertu de ces dispositions, ce nouveau marché ne pourra être conclu avec le titulaire que dans une période de trois (3) ans à compter de la date de notification du présent marché au titulaire.

3.1.3. Le présent marché pourra par ailleurs être dénoncé à tout moment par l'Établissement, sur décision motivée et dûment notifiée au titulaire, en respectant un délai de préavis de quatre (4) mois.

3.2 – Modifications du marché

Conformément à l'article L. 2194-1 du code de la commande publique, le présent marché pourra être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence dans les conditions prévues par voie réglementaire, soit lorsque :

- Les modifications auront été prévues dans les documents du présent marché ;
- Des travaux, fournitures ou services supplémentaires seront devenus nécessaires ;
- Les modifications seront rendues nécessaires par des circonstances imprévues ;
- Un nouveau titulaire se substituera au titulaire initial du marché ;
- Les modifications ne seront pas substantielles ;
- Les modifications seront de faible montant.

La ou les modifications seront à formaliser par voie d'avenant signé entre les parties.

ARTICLE 4 : EXCLUSIVITÉ – INFORMATIONS GÉNÉRALES – LIEUX D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

4.1 – Exclusivité

Le présent marché emporte une exclusivité au profit du titulaire pour l'exécution des prestations objet du marché, pendant toute la durée de validité du présent marché.

L'Établissement pourra toutefois, à titre exceptionnel et en accord avec le titulaire, faire appel à un autre prestataire pour la réalisation de prestations similaires à celles objet du marché si le

titulaire n'a pas la capacité de les exécuter (cas de délais urgents imposés par l'Établissement trop contraints par exemple).

4.2 – Lieux d'exécution et de livraison des prestations

Les prestations objet du marché s'exécuteront à la fois dans les locaux du titulaire et, pour la livraison, sur le site géographique de l'Établissement ou tout autre lieu désigné par ce dernier.

ARTICLE 5 : DESCRIPTION DES PRESTATIONS

Les prestations objet du marché sont définies dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) du marché et leurs caractéristiques techniques et spécifiques figurent dans le bordereau des prix unitaires (BPU) du marché.

ARTICLE 6 : FORME ET DÉTERMINATION DES PRIX

Les prix du présent marché sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur le mois précédent la date limite de retour des offres, soit le mois d'août 2025 (mois « M0 »).

6.1 – Détermination des prix

6.1.1 – Part à commandes

Le montant de chaque commande sera déterminé par l'application des prix indiqués au bordereau des prix unitaires (BPU) du marché aux prestations commandées par l'Établissement et réellement exécutées par le titulaire.

6.1.2 – Prix de prestations ne relevant pas du BPU

Conformément à l'article 7.2 du présent CCAP ci-après, des devis pourront également être demandés par l'Établissement au titulaire pour qu'il exécute des commandes de prestations similaires complémentaires ne figurant pas dans le bordereau des prix unitaires (BPU) du marché.

Les prix de ces prestations seront en conséquence ceux fixés dans les devis du titulaire qui auront été dûment acceptés par l'Établissement.

6.2 – Contenu des prix

Les prix du présent marché sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais éventuels afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison des fournitures et matériels qui seraient nécessaires à l'exécution des prestations, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risques et les marges bénéficiaires.

De façon générale, les prix comprennent :

- Toutes les charges énumérées à l'article 10 du CCAG/FCS,
- L'outillage à main nécessaire à des professionnels,
- Les moyens de communication (téléphone portable notamment et moyens pour la mise en place du service d'astreinte),
- L'équipement de sécurité réglementaire éventuellement nécessaire (gants, chaussures, casques, harnais notamment), et les vêtements de travail éventuels,
- Les frais de déplacement sur le site de l'Établissement, de livraison et transport aller/retour, d'entretien, de dépannages, les frais de réparations, de contrôles réglementaires et les assurances des matériels fournis par le titulaire,
- Toutes les sujétions et en particulier les frais d'amenée et de repli du matériel,

- Et de façon générale, tout ce qui concourt à la qualité d'exécution des prestations objet du présent marché.

6.3 – Révision des prix

Les prix du marché seront fermes pour la première période annuelle du marché à compter de la date de sa notification.

À l'issue de cette première période annuelle et à chaque date anniversaire du marché (c'est-à-dire la date de la notification du marché), les prix pourront être révisés par le titulaire par application de la formule suivante :

$$P = P_o [0,15 + (0,85) \frac{(ICHT-TS)}{(ICHT-TSo)}]$$

Dans laquelle :

P : Prix révisé.

P_o : Prix de base du marché (au mois Mo).

ICHT-TS (Indice du coût horaire du travail, tous salaires) : Dernier indice connu à chaque date anniversaire du marché (date de notification du marché), tel que publié au bulletin INSEE (www.insee.fr) ou tout autre support de parution officiellement reconnu.

ICHT-TSo : Indice de référence retenu au (mois Mo), tel que figurant au bulletin INSEE ou tout autre support de parution officiellement reconnu.

Les prix ainsi obtenus seront fermes pour la période annuelle en cours, que les coefficients des indices publiés et utilisés pour la révision soient provisoires ou définitifs.

Conformément à l'article 10.2.3 du CCAG/FCS, le coefficient obtenu sera arrondi au millième supérieur. Les prix ainsi obtenus seront fermes pour toute la période annuelle concernée par la révision.

Si le titulaire souhaite faire application d'une révision des prix du marché conformément aux dispositions du présent article, **il devra adresser au représentant de l'Établissement visé à l'article 2.1 ci-dessus, par lettre recommandée avec accusé de réception, un courrier l'informant de son souhait de procéder à la révision des prix du marché en lui fournissant les détails et toutes les explications de ses calculs pour la révision des prix ainsi que tous les justificatifs de parution des indices utilisés pour la révision et en lui adressant les nouveaux tarifs ainsi révisés (c'est-à-dire la DPGF et le BPU mis à jour).**

Cette révision annuelle des prix du marché ne pourra intervenir que dans une période comprise entre le mois précédent la date anniversaire de la notification du marché et le mois suivant cette date. Passé ce délai, le titulaire sera réputé renoncer à une révision des prix pour la période annuelle suivante.

Les nouveaux prix et tarifs tels que révisés deviendront opposables à l'Établissement et applicables à compter de la date anniversaire du marché, sous réserve d'avoir été préalablement adressés à l'Établissement par lettre recommandée avec accusé de réception (AR) et dans les délais et conditions susmentionnés et sous réserve de la régularité des calculs opérés par le titulaire.

6.4 – Ajouts de formats et/ou d'items au BPU du marché

L'Établissement pourra ajouter au BPU de nouveaux formats de supports qui seraient nécessaires à la réalisation des prestations objet du présent marché et notamment plus spécifiquement à la circulation d'expositions mobiles.

Dans ce cas, l'Établissement formalisera cet ou ces ajouts par la voie d'un avenant signé par les deux parties, comportant un BPU mis à jour avec les tarifs proposés par le titulaire.

6.5 – Clause de sauvegarde

L'Établissement se réserve la possibilité de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché à la date de révision des prix, lorsque celle-ci conduit à une augmentation du montant des prix du marché de plus de trois pour cent (3 %).

En cas de dépassement de ce seuil d'augmentation des prix du marché et si aucun accord n'intervient entre les parties, l'Établissement se réservera la possibilité de résilier le marché sans indemnisation de la partie non exécutée du présent marché et sans que cela ne puisse donner lieu à de quelconques dommages et intérêts au profit du titulaire.

ARTICLE 7 : MODALITÉS DE PASSATION ET DE RÈGLEMENT DES COMMANDES

7.1 – Passation de commandes de prestations prévues au BPU

Les commandes de prestations figurant au BPU du marché seront passées au titulaire au fur et à mesure des besoins de l'Établissement par la passation de bons de commande.

Chaque bon de commande sera adressé par l'Établissement au titulaire par tout moyen de communication adapté (notamment par voie électronique ou par courrier postal).

Chaque bon de commande devra obligatoirement préciser :

- La référence du présent marché et de chaque éventuel avenant,
- Le numéro et la date de la commande qui vaut date de validité,
- L'identification de la direction ou du service bénéficiaire,
- La désignation précise et détaillée des prestations y compris les frais annexes,
- Les dates et heures limites d'exécution,
- Les conditions et l'adresse précise d'exécution,
- La détermination des quantités, le détail des prix hors taxe et le taux de TVA appliqué,
- Le montant total hors taxe (HT) de la commande,
- Le taux et le montant de la TVA,
- Et le montant total toutes taxes comprises (TTC) de la commande.

Le titulaire sera tenu d'exécuter intégralement les commandes émises par l'Établissement, quel qu'en soit le montant, les quantités demandées et les délais fixés. Chaque commande devra faire l'objet d'une facturation séparée par bon commande émis et validé.

Le délai d'exécution de chaque bon de commande aura pour point de départ sa date de notification au titulaire.

En tout état de cause, la durée d'exécution de chaque bon de commande ne pourra faire excéder la durée de validité du présent marché d'une durée de plus d'un (1) mois.

7.2 – Passation de commandes de prestations hors BPU (sur devis)

Des prestations complémentaires similaires non comprises dans le BPU du marché, dont l'Établissement pourrait avoir besoin, pourront faire l'objet d'une demande de chiffrage par le titulaire par voie de devis. Dans ce cas, l'Établissement sollicitera le titulaire en lui adressant une liste exhaustive des prestations à réaliser.

Le titulaire disposera d'un délai maximum de cinq (5) jours calendaires à compter de sa réception de la sollicitation de l'Établissement pour adresser, par tout moyen, son devis à l'Établissement. En cas de devis dûment accepté, l'Établissement émettra alors un bon de commande correspondant au contenu du devis, dans les mêmes conditions que celles visées à l'article 6.1.1 ci-dessus.

Si le titulaire n'adresse pas de devis à l'Établissement dans le délai susmentionné, il sera réputé avoir renoncé à honorer la demande de chiffrage de l'Établissement et ce dernier pourra dès lors s'adresser à tout autre opérateur économique de son choix pour obtenir un chiffrage et procéder à l'exécution des prestations concernées.

7.3 – Modalités de règlement des prestations

Les sommes qui correspondent aux prestations commandées sur BPU et réellement exécutées par le titulaire seront acquittées par l'Établissement après constatation du service fait et sur présentation de factures établies par le titulaire.

Il en sera de même pour les sommes dues au titre de la réalisation prestations ne faisant pas partie du BPU, commandées par l'Établissement sur devis dûment accepté par ce dernier et réellement exécutées par le titulaire.

Les règlements interviendront sur présentation par le titulaire d'une facture.

Chaque facture du titulaire portera obligatoirement, outre les indications légales, les indications suivantes :

- La désignation de la personne publique contractante,
- Le nom et l'adresse du titulaire,
- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé dans l'acte d'engagement,
- Les références (n° et date) du marché et de chaque avenant éventuel,
- Les références de la direction ou service bénéficiaire,
- Les références (n° et date) du bon de commande,
- Les désignations et les quantités des prestations réalisées,
- Les prix unitaires en vigueur à la date de la commande,
- Les montants HT des prestations et matériels,
- Le taux et le montant de la TVA,
- Le montant total TTC des prestations,
- La date et le numéro de la facture.

Les factures devront obligatoirement porter la référence du marché (n° 2025-223) et être adressées à l'Établissement de façon dématérialisée sur le portail « **CHORUS PRO** » à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr> en indiquant le numéro de SIRET de l'Établissement (N°130 002 728 00017) et le numéro d'engagement de la dépense présent sur le bon de commande ou préalablement communiqué par l'Établissement. Aucun code service n'est à saisir.

Le comptable assignataire chargé de l'exécution des recettes et des dépenses de l'Établissement est l'agent comptable de l'Établissement.

7.3 – Délai global de paiement

Conformément aux dispositions des articles L. 2192-10 et R. 2192-10 et suivants du code de la commande publique relatives au délai global de paiement, les sommes dues en exécution du marché seront payées dans un délai maximum de trente (30) jours à compter de la date de réception de la facture, sous réserve que l'Établissement ait bien attesté d'une réalisation des prestations objet de la facture conforme aux prescriptions du présent marché.

Conformément aux dispositions des articles L. 2192-12 et R. 2192-31 du code de la commande publique, en cas de défaut de paiement dans le délai visé ci-dessus, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne (BCE) à son opération de refinancement principal la plus récente, effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points.

7.4 – Acceptation du montant de la facture

L'Établissement vérifiera le montant indiqué sur la facture du titulaire et le complètera éventuellement en calculant les avances à rembourser, les pénalités à appliquer et/ou les réfections éventuelles.

Le montant définitif à régler au titulaire sera arrêté par l'Établissement. Il sera notifié au titulaire si la facture a été modifiée ou si elle a été complétée. Passé un délai de trente (30) jours calendaires à compter de cette notification, le titulaire sera réputé, par son silence, avoir accepté ce montant.

7.5 – Modalités de paiement en cas de désaccord

En cas de désaccord entre le titulaire et l'Établissement, le paiement sera effectué par virement bancaire, sur la base provisoire des sommes admises par l'Établissement, déduction faite des éventuelles pénalités dues et/ou autres réfections à déduire.

ARTICLE 8 : CONDITIONS ET MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

8.1 – Conditions générales d'exécution des prestations

8.1.1 – Obligation de résultat

Le présent marché emporte une **obligation de résultat** à la charge du titulaire, notamment au regard du respect de la législation applicable, quant aux exigences de délais et de qualité demandées par l'Établissement pour la réalisation des prestations objet du marché et plus généralement quant au respect de toutes les prescriptions prévues aux pièces du présent marché pour la réalisation des prestations.

8.1.2 – Obligation de confidentialité

Par dérogation aux dispositions de l'article 5.1 du CCAG/FCS, le titulaire sera tenu à une obligation générale de confidentialité renforcée concernant l'ensemble des informations et documents dont il aura connaissance dans le cadre de l'exécution des prestations objet du présent marché et qui seraient relatives à l'Établissement, son organisation et/ou son fonctionnement et au présent marché en particulier, que ces informations et documents lui aient été préalablement signalés par l'Établissement comme présentant un caractère confidentiel ou non.

Le titulaire sera responsable du respect de cette obligation de confidentialité par ses salariés, personnels, par ses éventuels sous-traitants et de façon générale par l'ensemble des personnes intervenant à sa demande et sous sa responsabilité pour l'exécution des prestations objet du marché et il garantit l'Établissement à cet égard.

En cas de violation de la présente obligation de confidentialité par un membre de son personnel ou par toute autre personne intervenant dans l'exécution de prestations à sa demande et sous sa responsabilité, le titulaire encourra une pénalité financière, conformément aux dispositions de l'article 13 du présent CCAP.

Il s'engage à prévenir l'Établissement sans délai de toute violation dont il aurait connaissance de l'obligation de confidentialité prévue au présent article par l'un quelconque de ses personnels et/ou par toute autre personne intervenant dans l'exécution de prestations à sa demande et sous sa responsabilité.

8.1.3 – Obligation de conseil

Le titulaire, en sa qualité de professionnel spécialiste du domaine des prestations objet du marché, s'engage à donner à l'Établissement tous conseils et informations utiles pour l'exécution des prestations et à lui adresser toute mise en garde sur les risques de toute nature liés à l'exécution des prestations objet du présent marché.

Le titulaire reconnaît ainsi être tenu à une obligation générale de conseil à l'égard de l'Établissement.

8.2 – Consignes et accès – Personnels et moyens du titulaire

8.2.1 – Consignes et accès

Le titulaire devra respecter les consignes qui lui seront communiquées par l'Établissement et ses représentants, en particulier en matière d'entrée et de sortie des personnes et des biens et documents de l'Établissement.

La responsabilité du titulaire pourra être recherchée en cas de manquement de la part de son personnel aux consignes en matière de contrôle des entrées et des sorties des personnes ainsi qu'en matière de contrôle des sorties de documents de toute nature, objets, matériels ou marchandises de l'Établissement.

Sa responsabilité pourra être également recherchée en cas de dissimulation, de détournement ou de dissipation de toute information.

8.2.2 – Personnels du titulaire

Le titulaire s'engage à ce que ses personnels en charge de l'exécution des prestations objet du marché disposent de toutes les qualifications requises et nécessaires pour l'exécution des prestations objet du présent marché.

ARTICLE 9 : CONDITIONS ET MODALITÉS DE LIVRAISON

Les conditions et modalités de livraison des documents objet du marché seront précisées dans chaque bon de commande.

ARTICLE 10 : VÉRIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS

10.1 – Vérification des prestations

Les prestations, une fois exécutées par le titulaire, seront soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives réalisées par l'Établissement, destinées à constater qu'elles répondent aux dispositions et prescriptions du présent marché.

Les vérifications seront effectuées par le représentant de l'Établissement seul.

Les vérifications quantitatives et qualitatives seront effectuées à la suite de la livraison des livrables, conformément aux articles 27 et 28 du CCAG/FCS.

10.2 – Décision de l'Établissement à la suite des opérations de vérification des prestations

Après les vérifications quantitatives et qualitatives réalisées par l'Établissement, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet des prestations seront prises dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG/FCS par le représentant de l'Établissement.

10.2.1 – Admission des prestations

L'Établissement prononcera l'admission des prestations si elles répondent aux prescriptions du marché. L'admission prendra effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission ou, en l'absence de décision expresse, dans un délai de quinze (15) jours ouvrés à compter de la remise des livrables à l'Établissement.

10.2.2 – Ajournement des prestations

L'Établissement, s'il estime que les prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point ou modifications, pourra décider d'ajourner l'admission des prestations par une décision motivée. Cette décision invitera le titulaire à présenter à nouveau à l'Établissement les prestations mises au point, dans un délai de cinq (5) jours calendaires.

Le titulaire devra faire connaître son acceptation de la décision d'ajournement dans un délai de cinq (5) jours calendaires à compter de la notification de ladite décision.

En cas de refus du titulaire ou de silence gardé par lui durant ce délai, l'Établissement pourra, soit admettre les prestations avec réfaction, soit les rejeter.

Le silence gardé par l'Établissement au-delà d'un délai de quinze (15) jours ouvrés suivant le refus ou le délai de cinq jours valant refus du titulaire, vaudra décision de rejet des prestations.

Si le titulaire présente à nouveau les prestations mises au point après la décision d'ajournement desdites prestations, l'Établissement disposera à nouveau de la totalité du délai de quinze (15) jours ouvrés pour procéder aux vérifications des prestations à compter de leur nouvelle présentation par le titulaire.

10.2.3 – Admission avec réfaction de prix ou rejet des prestations

Lorsque l'Établissement estimera que les prestations, sans être entièrement conformes aux prescriptions du marché, peuvent néanmoins être admises en l'état, il pourra les admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision devra être motivée par l'Établissement. Elle ne pourra être notifiée au titulaire qu'après qu'il aura été mis à même de présenter ses observations.

En cas de rejet des prestations par l'Établissement, le titulaire sera tenu de corriger la prestation ou d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché.

Le titulaire disposera d'un délai de cinq (5) jours calendaires à compter de la notification de la décision de rejet pour corriger la prestation rejetée ou l'exécuter à nouveau et remettre à l'Établissement de nouveaux livrables.

L'Établissement disposera alors d'un délai de quinze (15) jours ouvrés pour procéder aux vérifications des prestations corrigées ou des nouvelles prestations à compter de leur nouvelle présentation par le titulaire.

ARTICLE 11 : DÉLAIS D'EXÉCUTION

11.1 – Délais d'exécution

Le délai d'exécution de chaque prestation commandée sera fixé dans le bon de commande passé par l'Établissement.

11.2 – Prolongation des délais d'exécution

Conformément à l'article 13.3 du CCAG/FCS, lorsque le titulaire sera dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution du fait de l'Établissement ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, l'Établissement prolongera le délai d'exécution.

Le titulaire devra signaler par écrit et sans délai à l'Établissement toutes les causes faisant obstacle à l'exécution des prestations du présent marché dans le délai contractuel initial.

11.3 – Expiration des délais

La date d'expiration du délai d'exécution sera la date de livraison des livrables prévue au bon de commande ou dans les pièces du marché.

ARTICLE 12 : RESPONSABILITÉ ET ASSURANCE

Le titulaire s'engage à contracter toutes les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'Établissement (comprenant ses biens mobiliers, immobiliers et son personnel) et des tiers, victimes d'accidents et/ou de dommages, directs et indirects, matériels et corporels, causés par le titulaire et ses préposés dans le cadre de l'exécution des prestations objet du présent marché.

Le titulaire sera également seul responsable et devra assumer seul les conséquences de tout dommage causé à son personnel et à son matériel, ceux de l'Établissement ou à des tiers, du fait de l'exécution des prestations objet du marché.

À la notification du présent marché et conformément aux dispositions du règlement de la consultation, le titulaire a d'ores et déjà remis obligatoirement à l'Établissement une attestation justifiant qu'il a contracté les assurances nécessaires à la réalisation des prestations objet du marché.

Le titulaire s'engage à transmettre à l'Établissement une nouvelle attestation d'assurance en vigueur si la durée de validité de l'attestation transmise initialement est inférieure à la durée du marché, de façon que l'Établissement dispose d'une attestation valide pendant toute la durée du marché. La nouvelle attestation d'assurance en vigueur devra être transmise par le titulaire à l'Établissement au plus tard dans les quinze jours calendaires suivant la date de fin de validité de l'attestation initiale.

De façon générale, pendant toute la durée d'exécution du marché, sur demande de l'Établissement, le titulaire sera tenu de lui remettre une attestation d'assurance émanant d'une compagnie d'assurance notoirement solvable dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la demande de l'Établissement (par courrier postal simple).

Le titulaire sera seul responsable des contraventions aux lois et règlements résultant de son exécution des prestations et ne pourra exercer aucun recours contre l'Établissement en cas de condamnation encourue par lui, ses préposés ou ses ouvriers.

Le titulaire aura notamment la charge entière de la stricte application des lois et règles en vigueur (notamment celles de la législation et de la réglementation du travail).

Il sera tenu sous sa responsabilité, dans le cadre des prestations faisant l'objet du présent marché, de veiller à ce que toutes les précautions soient prises en matière de prévention des accidents, pour son propre personnel, pour le personnel de l'Établissement et pour les tiers. Il demeurera responsable de ces accidents et il sera tenu, en outre, de garantir l'Établissement de toute action qui serait dirigée contre lui pour des faits de cette nature.

ARTICLE 13 : PÉNALITÉS

Le présent article déroge aux dispositions de l'article 14 du CCAG/FCS.

Le montant des pénalités éventuellement dues par le titulaire en cas de défaillances de sa part dans l'exécution des prestations sera soit facturé séparément au titulaire, soit déduit du montant d'une facture du titulaire.

Les différentes pénalités listées au présent article pourront être appliquées sur simple constatation par l'Établissement du retard ou de l'infraction commise, sans mise en demeure préalable de la part de l'Établissement. Ces pénalités pourront se cumuler entre elles et aucun montant plafond de celles-ci ne sera applicable.

13.1 – Pénalité pour retard dans l'exécution des prestations

Toute prestation objet du présent marché devra être exécutée intégralement dans les délais mentionnés par le bon de commande et/ou prévus dans les pièces du marché (CCAP et CCTP en particulier).

En cas de retard dans l'exécution de ces prestations, le titulaire pourra encourir une pénalité financière forfaitaire d'un montant de cent euros (100 €) par jour ou heure de retard constaté par l'Établissement.

13.2 – Pénalités pour malfaçons ou mauvaises exécutions des prestations

Des pénalités pourront être appliquées au titulaire, en cas de malfaçons ou de mauvaises exécutions (non conformes aux pièces du marché et/ou aux bons de commande) des prestations en particulier dans les cas listés ci-dessous, cette liste n'étant pas exhaustive :

- **Qualité d'impression passable :**

Exemples : tâche, décalage entre les couleurs, traces, etc...

Effet : atteinte à la qualité de la présentation mais l'efficacité du message reste intacte.

Façonnage passable :

Exemples : marge extérieure trop grande d'un côté et texte presque coupé de l'autre, décalage visuel entre les pages, etc...

Effet : atteinte à la qualité de la présentation mais l'efficacité du message reste intacte.

- **Erreur dans le traitement d'un dossier :**

Exemples : erreur dans le choix du papier, dans la couleur d'impression, etc...

Effet : atteinte à la qualité de la présentation mais l'efficacité du message reste intacte.

- **Qualité d'impression inacceptable :**

Exemples : décalage très important entre les couleurs rendant illisible un texte, etc...

Effet : atteinte à la qualité de la présentation et l'efficacité du message est altérée.

- **Grave défaut de façonnage :**

Exemples : texte tronqué à la coupe, pages en double, pages manquantes, pliage décentré ou pages cornées sur une invitation, etc.

Effet : atteinte importante à la qualité de la présentation, l'efficacité du message ou l'image de l'Établissement est gravement altérée.

- **Problèmes d'emballage ou de transport :**

Exemples : cartons déchirés, documents arrivés abîmés, etc.

Effet : atteinte importante à la qualité de la présentation, l'efficacité du message ou l'image de l'Établissement est gravement altérée.

- **Quantités manquantes.** Évaluation du préjudice au regard de l'un des éléments suivants :

- Type de document de communication concerné,
- Type de problème rencontré,
- Nombre de pages touchées,
- Nombre d'exemplaires touchés ou manquants (en %),
- Impact sur l'image de l'Établissement,
- Nombre d'heure ou de jours de retard constaté,
- Importance du support de communication pour l'Établissement,
- Importance des moyens matériels et humains déployés par l'Établissement pour concevoir le support de communication.

Les pénalités dues au titre des malfaçons et mauvaises exécutions visées ci-dessus seront les suivantes :

- **Pénalité forfaitaire minimale** : En cas de défaut de qualité ne nuisant que partiellement à l'efficacité du message, une somme correspondant à dix pour cent (10 %) du montant total hors taxe de la commande sera déduite par l'Établissement, avec un forfait minimum de pénalité de soixante-quinze (75) euros ;
- **Pénalité forfaitaire maximale** : En cas de grave problème de qualité ou quantité, compromettant l'efficacité du message ou altérant l'image de l'Établissement, une somme correspondant à quarante (40) pour cent du montant total hors taxe de la commande sera déduite par l'Établissement, avec un forfait minimum de pénalité de cent-cinquante (150) euros ;

L'Établissement se réserve la possibilité d'appliquer au choix l'une ou l'autre des pénalités visées ci-dessus selon la nature et la gravité des malfaçons et mauvaises exécutions, sur simple constatation et sans mise en demeure préalable.

Par ailleurs, l'Établissement se réserve le droit de refuser la totalité de la fabrication s'il estime que le problème rencontré est majeur. Dans ce cas, le titulaire s'engage à refaire la fabrication, à ses frais, si les délais le permettent. Dans la négative, aucune somme ne sera due au titulaire par l'Établissement pour la première exécution non conforme.

En cas d'exécutions partielles et/ou de mauvaises exécutions répétées, mettant ou non en danger le bon fonctionnement de l'Établissement, l'Établissement pourra décider de prononcer, aux torts exclusifs du titulaire, la résiliation du présent marché, dans les conditions de l'article 18 ci-après.

13.3 – Pénalité pour retard dans la désignation du responsable technique

En cas de retard dans la désignation par le titulaire de son représentant (responsable technique), conformément aux délais prévus à l'article 2.2 du présent CCAP, le titulaire encourra, sans mise en demeure préalable, une pénalité financière forfaitaire de deux cents euros (200 €) par jour de retard constaté par l'Établissement.

13.4 – Pénalité pour défaut de déclaration de sous-traitants

Le titulaire pourra encourir pour chaque manquement constaté par l'Établissement à son obligation de déclaration préalable de ses sous-traitants éventuels (Cf. article 16 du présent CCAP), une pénalité financière forfaitaire de trois cents euros (300 €) par infraction constatée, sans mise en demeure préalable.

13.5 – Pénalité pour retard dans la remise des attestations d'assurance, fiscales et sociales

Le titulaire pourra encourir, en cas de retard dans la remise de l'une quelconque des attestations annuelles devant être remises par le titulaire au titre du présent marché (Cf. article 12 et article 17 du présent CCAP), une pénalité financière forfaitaire de cent cinquante euros (150 €) par jour de retard constaté par l'Établissement, sans mise en demeure préalable.

ARTICLE 14 : CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ

14.1 – Retenue de garantie

Le titulaire sera dispensé de constituer une retenue de garantie.

14.2 – Avance

Les dispositions de l'article A.11.1 du CCAG/FCS s'appliqueront (avance, option A).

Dans la mesure où le montant d'une commande valablement émise au titre de la part à commande dépasserait la somme de cinquante mille euros hors taxe (50 000 € HT), une avance, telle que prévue aux dispositions des articles L. 2191-2 et R. 2191-3 du code de la commande publique, sera versée au titulaire, sauf si celui-ci y renonce dans l'acte d'engagement.

Son montant en prix sera égal à cinq pour cent (5 %) de ce montant hors taxe ou, si le titulaire est une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, à vingt pour cent (20%) de ce montant hors taxe.

Si une partie du marché est sous-traitée, le montant initial toutes taxes comprises du marché sera diminué du montant des prestations confiées au sous-traitant et donnant lieu au paiement direct.

L'avance sera versée au titulaire et remboursée par ce dernier, conformément aux conditions du code de la commande publique.

ARTICLE 15 : DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE AFFÉRENTS AUX RÉSULTATS ET DROIT À L'IMAGE

15.1 – Définition et propriété matérielle des résultats

Tous les résultats des prestations objet du présent marché (ci-après également désignés « les résultats ») deviendront, dès livraison à l'Établissement, la propriété matérielle exclusive de l'Établissement.

Les résultats des prestations objet du présent marché comprennent l'ensemble des éléments, documents et livrables, sur tous types de supports, matériels ou électroniques, et quels qu'en soient les formats, issus de la réalisation des prestations du présent marché (notamment les bilans, comptes-rendus de réunions...).

Plus généralement, la définition des résultats des prestations objet du présent marché est celle fixée à l'article 34.1 du CCAG/FCS.

15.2 – Propriété intellectuelle des résultats

Le titulaire du présent marché cède à l'Établissement, à des fins commerciales et non commerciales, l'ensemble des droits de propriété intellectuelle dont il est titulaire sur les résultats des prestations objet du présent marché conformément aux dispositions de l'article 37 du CCAG-FCS.

En conséquence, le titulaire cède en particulier à l'Établissement :

1/ Le droit de reproduction des résultats et de leurs adaptations, en intégralité ou par extraits, par tous procédés (notamment par enregistrement magnétique, optique, numérique ou électronique...), sur tous supports (notamment papier, graphique, photographique, CD, DVD, CD-Rom, DVD-Rom, disques durs, clés USB...), à des fins de conservation, d'archivage et de communication au public, tel que le permet le droit de représentation cédé ci-dessous ;

2/ Le droit de représentation des résultats, de leurs reproductions et de leurs adaptations, en intégralité ou par extraits, par tous procédés de communication au public (notamment par toute forme de communication sur des supports matériels ainsi que toute forme de communication sous une forme dématérialisée, notamment via le câble, le satellite, la télécommunication, la diffusion sur écrans ou bornes audiovisuelles ou tout autre procédé de communication numérique ou électronique, en ligne ou hors ligne...) aux fins de diffusions :

- Auprès de toute personne, notamment les agents de l'Établissement, ses partenaires et prestataires et tout autre tiers, dans le cadre de la préparation et de l'exécution des prestations objet du présent marché et de toutes prestations liées, directement ou indirectement, au présent marché, ainsi que de toute information et communication relative à ces prestations ;

- Dans les espaces de l'Établissement comme à l'extérieur de ses emprises, à des fins pédagogiques, scientifiques, culturelles, de recherche ou d'information (notamment dans le cadre de colloques, conférences, séminaires, festivals, expositions ou toute autre manifestation culturelle ou scientifique...);
- Dans le cadre de l'édition, de la fabrication et/ou de la publication par l'Établissement de tous types d'ouvrages, de produits d'édition et de produits dérivés, destinés ou non à la vente au public, que l'Établissement réalise ces opérations seul ou en partenariat avec des tiers;
- Dans le cadre des opérations de la communication, interne et externe, de l'Établissement, visant l'information et la promotion de ses expositions, de ses collections et de ses activités en général, qu'il s'agisse de diffusions sur supports matériels (par exemple dans le cadre de publications éditées par l'Établissement telles que flyers, plaquettes, journaux, supports de signalétique intérieure ou extérieure...) ou sous une forme dématérialisée, notamment sur l'intranet de l'Établissement, sur ses sites internet, sur ses sites mobiles ainsi que sur toutes les plateformes et réseaux sociaux leur étant associés (tels que Flickr, Facebook, Twitter, Youtube, Vimeo, Instagram ...), avec possibilité éventuelle de téléchargement par les internautes pour leur strict usage personnel. Ces opérations de communication comprennent en particulier la possibilité pour l'Établissement d'utiliser et de diffuser les reproductions des résultats dans les dossiers de presse des expositions et événements organisés par l'Établissement et pour toute diffusion à la presse nationale et internationale (presse papier et internet), dans les tournages et reportages réalisés dans les enceintes de l'Établissement par des équipes de télévision ou de presse, ainsi que sur des vidéos de présentation des expositions ou des activités de l'Établissement.

3/ Le droit de modification et d'adaptation des résultats à des fins de création d'œuvres nouvelles ou d'intégration dans des œuvres nouvelles, telles que des livres, études, rapports ou autres publications écrites et graphiques et/ou dans le cadre de montages audiovisuels, de films, de vidéos et/ou d'émissions de télévisions, produits ou non par l'Établissement et destinés à promouvoir ses expositions, ses collections et/ou les activités en général de l'Établissement.

L'ensemble des adaptations des résultats pourra faire l'objet des reproductions et représentations prévues par les termes du présent article.

La présente cession en faveur de l'Établissement des droits de propriété intellectuelle afférents aux résultats des prestations objet du présent marché lui permet d'exercer les droits cédés lui-même ou par l'intermédiaire de tout prestataire ou partenaire de son choix.

L'Établissement est libre de céder les droits de propriété intellectuelle afférents aux résultats des prestations dont il devient titulaire dans le cadre du présent marché à tout tiers de son choix, à titre onéreux ou gracieux.

Les droits de propriété intellectuelle afférents aux résultats des prestations objet du présent marché sont cédés à l'Établissement à compter de la date de remise à l'Établissement de ces résultats, pour le monde entier et pour toute la durée de protection légale de ces droits de propriété intellectuelle, telle qu'elle est prévue par la loi française actuelle portant code de la propriété intellectuelle et telle qu'elle pourra être modifiée par des lois ou conventions, nationales ou internationales, ultérieures, y compris pour les prolongations apportées à cette durée.

Le prix de la présente cession des droits de propriété intellectuelle afférents aux résultats des prestations objet du marché est inclus dans les prix du marché et ne peut en conséquence faire l'objet d'aucune réclamation de la part du titulaire.

15.3 – Droit à l'image

Le titulaire s'engage à obtenir de la part de l'ensemble de ses personnels dédiés à l'exécution des prestations objet du présent marché et intervenant dans les espaces de l'Établissement les autorisations préalables et nécessaires permettant à l'Établissement de reproduire leur image dans le cadre de l'exécution des prestations objet du marché et de la diffuser à des fins non commerciales dans le cadre des opérations de communication de l'Établissement telles que définies à l'article 15.2 ci-dessus.

15.4 – Garanties

Le titulaire garantit à l'Établissement qu'il est bien titulaire de l'ensemble des droits de propriété intellectuelle afférents aux résultats des prestations objet du présent marché et des autorisations de droit à l'image de ses personnels affectés à la réalisation des prestations objet du marché et qu'il est dès lors dûment habilité à traiter la cession des droits de propriété intellectuelle et l'autorisation au titre des droits à l'image stipulées au présent article.

Le titulaire garantit l'Établissement contre tout recours ou action que pourrait former, à un titre quelconque, à l'occasion de l'exercice de ses droits par l'Établissement, toute personne qui estimerait avoir un droit quelconque à faire valoir sur tout ou partie des résultats des prestations objet du présent marché ou sur leur utilisation par l'Établissement de ces résultats et de l'image des personnels du titulaire.

ARTICLE 16 : SOUS-TRAITANCE

En complément des dispositions des articles L. 2193-1 et suivants et R. 2193-1 et suivants du code de la commande publique, les conditions de l'exercice de la sous-traitance directe ou indirecte sont définies à l'article 3.6 du CCAG/FCS.

Conformément à l'article L. 2193-3 du code de la commande publique, le titulaire du marché ne pourra cependant sous-traiter que l'exécution de certaines parties de son marché.

La sous-traitance totale est interdite. Une sous-traitance partielle reste possible, mais elle ne pourra pas porter sur les prestations principales objet du présent marché.

Le titulaire demeurera, en toutes hypothèses, responsable du sous-traitant et garant des prestations qu'il exécute et du respect des stipulations du marché.

Le titulaire du présent marché qui voudrait sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations devra demander par écrit à l'Établissement d'accepter, préalablement à tout commencement d'exécution, chaque sous-traitant et d'agrée ses conditions de paiement.

Dès la signature de l'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement par l'Établissement, ce dernier notifiera au titulaire et à chacun des sous-traitants concernés l'exemplaire de l'acte spécial qui leur revient. Dès réception de cette notification, le titulaire du marché devra faire connaître à l'Établissement le nom et les coordonnées (adresse électronique et téléphone) de la personne physique habilitée à représenter le ou les sous-traitant(s).

Le titulaire engagera sa responsabilité auprès de l'Établissement en cas de non-déclaration préalable à tout commencement d'exécution de prestations du ou des sous-traitants auxquels il souhaite faire appel.

Le titulaire encourra également dans ce cas une pénalité financière, telle que visée à l'article 13 ci-dessus.

ARTICLE 17 : SITUATION FISCALE ET SOCIALE DU TITULAIRE

Conformément aux dispositions des articles R. 2143-7, R. 2343-9 et R. 3123-18 du code de la commande publique et aux dispositions de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique, le titulaire s'engage à fournir à l'Établissement, tous les six (6) mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les attestations et certificats démontrant qu'il ne rentre dans aucun des cas d'exclusion des marchés publics prévus au code de la commande publique et qu'il respecte l'ensemble des obligations fiscales et sociales lui étant applicables.

En cas de non remise des documents susmentionnés par le titulaire, le titulaire s'exposera à l'application d'une pénalité financière à son encontre, conformément aux dispositions de l'article 13 du présent CCAP.

Le marché pourra également être résilié aux torts exclusifs du titulaire en cas de non-remise de ces documents, sans que celui-ci ne puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

ARTICLE 18 : RÉILIATION

18.1 – Principes et conditions de résiliation

Outre les cas prévus aux articles 38 à 43 du CCAG/FCS, le présent marché pourra être résilié, aux torts exclusifs du titulaire, en raison de défaillances du titulaire jugées incompatibles avec la bonne exécution des prestations objet du présent marché et en particulier :

- En cas de refus du titulaire d'exécuter les prestations conformément aux dispositions du marché (en particulier du CCTP) ou de mauvaises exécutions (non conformes) répétées,
- En cas d'exécutions partielles des prestations objet du marché, mettant ou non en danger le bon fonctionnement de l'Établissement,
- En cas de non-respect répété des délais d'exécution des prestations objet du marché (ces délais étant notamment fixés dans le CCTP).

Par ailleurs, le présent marché sera également résiliable par l'Établissement, à tout moment et pour motif d'intérêt général, qu'il y ait ou non faute du titulaire, par une décision de résiliation en respectant un délai de préavis de six (6) mois à compter de la date de la décision.

Dans ce cas, et par dérogation à l'article 42 du CCAG/FCS, aucune indemnisation ne sera versée au titulaire en compensation de son éventuel préjudice.

Enfin, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article R. 2143-3 du code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du code du travail, le présent marché sera résilié aux torts du titulaire.

18.2 – Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire à l'encontre du titulaire du présent marché, devra être notifié immédiatement à l'Établissement par le titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception comprenant les noms et coordonnées des administrateurs et liquidateurs désignés. Il devra en être de même de tout jugement ou décision de justice susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

L'Établissement adressera alors à l'administrateur ou au liquidateur désigné une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L. 627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L. 622-13 du code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un (1) mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché sera prononcée par l'Établissement. Ce délai d'un mois pourra être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prendra effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois visé ci-dessus. Elle n'ouvrira droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

18.3 – Remise des prestations et des moyens matériels permettant l'exécution du marché

En cas de résiliation effective du présent marché, l'Établissement pourra exiger du titulaire :

- La remise des prestations en cours d'exécution ainsi que des matières et des objets détenus par le titulaire en vue de l'exécution du marché ;
- La remise des moyens matériels d'exécution spécialement destinés au présent marché ;
- L'exécution des mesures conservatoires, notamment d'opérations de stockage ou de gardiennage.

L'Établissement en informera le titulaire ou ses ayants droit, lors de la notification de la résiliation en indiquant le délai de remise de ces biens par le titulaire et les conditions de leur conservation dans l'attente de cette remise.

En cas de résiliation pour faute du titulaire, le présent article sera appliqué aux frais du titulaire.

ARTICLE 19 : EXÉCUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Conformément aux dispositions de l'article 45 du CCAG/FCS, en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire par décision de l'Établissement, ce dernier se réservera le droit de faire exécuter la prestation aux frais et risques du titulaire.

Une exécution aux frais et risques du titulaire pourra notamment être réalisée sur décision de l'Établissement en cas de :

- Refus du titulaire d'exécuter les prestations conformément aux dispositions du marché ou non-conformité répétée dans l'exécution des prestations par le titulaire,
- En cas d'exécutions partielles des prestations objet du marché, mettant ou non en danger le bon fonctionnement de l'Établissement,
- En cas de non-respect répété des délais d'exécution des prestations objet du marché (ces délais étant notamment fixés dans le CCTP).

L'Établissement pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations objet du marché aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du présent marché prononcée aux torts du titulaire dans les cas précisés à l'article 14 ci-dessus.

S'il n'est pas possible à l'Établissement de se procurer dans des conditions acceptables des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue au présent marché, il pourra y substituer des prestations équivalentes.

Le titulaire du marché résilié ne sera pas admis à prendre part, ni directement, ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il devra cependant fournir toutes les informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché et qui seraient nécessaires à l'exécution de ce marché par le tiers désigné par l'Établissement.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du présent marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, sera à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profitera pas.

ARTICLE 20 : CLAUSE DIVERSITÉ ET ÉGALITÉ

L'Établissement ayant reçu les labels « Diversité » et « Égalité », il accorde une importance aux questions d'égalité et de diversité professionnelles et s'est engagé dans une démarche de respect de ces valeurs.

Il souhaite en conséquence que ses cocontractants se soucient également de ces valeurs.

L'Établissement s'engage à ce titre à mettre en œuvre des procédures et outils relatifs aux problématiques de lutte contre les discriminations et pour la promotion de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, comme notamment :

- Des actions de sensibilisation et de formation à la prévention des discriminations à l'attention de tous les personnels, en ciblant plus particulièrement l'encadrement et les équipes de gestion des ressources humaines ;
- Un plan d'actions pluriannuel afin de progresser en matière d'égalité entre les femmes et les hommes. L'Établissement s'engage ainsi à lutter contre les comportements sexistes et les violences faites aux femmes, favoriser le rééquilibrage de la rémunération entre les femmes et les hommes et développer les parcours professionnels, en particulier l'accès aux fonctions d'encadrement supérieur.

Dans le cadre de cette politique d'achats responsables et de lutte contre les discriminations, l'Établissement souhaite mobiliser ses cocontractants afin d'être informé de leurs propres actions en matière d'égalité femmes-hommes et de diversité professionnelle et/ou de les sensibiliser davantage à ces enjeux.

Compte tenu de cette ambition, il sera demandé au titulaire de tout marché public conclu avec l'Établissement de remplir au moment de la signature du marché le questionnaire « Egalité professionnelle et diversité professionnelle » proposé par l'Établissement.

Ce questionnaire ne sera exigé que du seul titulaire du marché. Il prendra la forme d'un formulaire informatique dont l'adresse lui sera communiquée au moment de l'attribution du marché.

Dans une démarche d'amélioration et de progrès, le titulaire s'engage à renseigner à nouveau le questionnaire en cours d'exécution du marché si l'Établissement lui en fait la demande. Celle-ci pourra intervenir par exemple à la date anniversaire de la notification du marché si ce dernier est pluriannuel, ou un mois avant l'échéance du marché. Le représentant de l'Établissement comparera alors la situation décrite à celle présentée initialement.

ARTICLE 21 : RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

Conformément aux dispositions des articles R. 2197-1 et suivants du code de la commande publique, en cas de différend concernant l'exécution du présent marché, l'Établissement et le titulaire pourront recourir au médiateur des entreprises ou aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs au présent marché, dans des conditions fixées par décret.

Les comités consultatifs de règlement amiable ont pour missions de rechercher des éléments de droit ou de fait en vue d'une solution amiable et équitable.

Le médiateur des entreprises agira comme tierce partie, sans pouvoir décisionnel, afin d'aider les parties, qui en auront exprimé la volonté, à trouver une solution mutuellement acceptable à leur différend.

La saisine du médiateur des entreprises ou d'un comité consultatif de règlement amiable n'interrompra pas le cours des différentes prescriptions et les délais de recours contentieux jusqu'à la notification du constat de clôture de la médiation ou la notification de la décision prise par l'Établissement sur l'avis du comité.

En cas de règlement amiable impossible, les contestations qui pourraient s'élever au sujet de l'exécution du marché seront jugées par le Tribunal administratif de Paris.

ARTICLE 22 : DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

L'article 8.1.2 (Obligation de confidentialité) du présent CCAP déroge à aux dispositions de l'article 5.1 du CCAG/FCS.

L'article 10.1 (Vérification et admission des prestations) du présent CCAP déroge aux dispositions des articles 27 et suivants du CCG/FCS.

L'article 13 (Pénalités) du présent CCAP déroge aux dispositions de l'article 14 du CCAG/FCS.

L'article 18 (Résiliation) du présent CCAP déroge aux dispositions des articles 38 à 43 du CCAG/FCS.

L'article 19 (Exécution aux frais et risques du titulaire) du présent CCAP déroge à l'article 45 du CCAG/FCS.